

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

NATIONALE BANK VAN BELGIE

Annexe 3 au procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2017
Exposé introductif par le Gouverneur

Bijlage 3 bij de notulen van de gewone algemene vergadering van 15 mei 2017
Inleidende uiteenzetting door de Gouverneur

Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 15 mai 2017

EXPOSE INTRODUCTIF DU GOUVERNEUR

Mesdames, Messieurs,

Au nom de l'ensemble du Comité de direction, je vous souhaite la bienvenue à cette assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque nationale de Belgique.

Comme de coutume, je me permettrai d'introduire celle-ci par une rapide évocation des activités, décisions et événements les plus importants de l'année 2016 pour la Banque nationale de Belgique. Tout ceci vous est détaillé dans le premier chapitre de notre rapport d'entreprise.

Ainsi que vous le savez, la Banque œuvre à la préservation de la stabilité monétaire et financière.

Depuis l'éclatement de la crise financière de 2008, les instruments classiques de la politique monétaire se sont vus compléter par des mesures non conventionnelles. Étant donné le caractère hésitant de la reprise économique dans la zone euro, le déficit encore important de la demande et, plus particulièrement, l'inflation trop faible, la politique monétaire a été rendue plus accommodante encore dans la zone euro en 2016, comme nous le détaillons dans notre rapport sur l'évolution économique et financière. En matière de politique monétaire, les banques centrales nationales de la zone euro participent à la fois à la préparation et à l'exécution des décisions du Conseil des gouverneurs. L'une comme l'autre nécessitent une connaissance intime de l'économie et du secteur financier du pays. Le degré de technicité de ces tâches n'a fait que croître avec le temps, d'où la nécessité impérieuse de disposer de données de base de haut niveau et parfaitement à jour, ainsi que d'une excellente connaissance de l'économie.

C'est dans ce contexte que la Banque a organisé, en octobre 2016, un colloque international consacré aux mécanismes de transmission des instruments traditionnels et nouveaux des politiques monétaire et macroprudentielle. Les banques sont des acteurs-clés pour transmettre l'assouplissement monétaire à l'économie. Un secteur financier sain et bien capitalisé est donc le mieux à même de traduire l'abondance de liquidités et le niveau extrêmement bas des coûts de financement en un élargissement de l'offre de crédits. Les politiques monétaire et macroprudentielle interagissent donc directement. Un impressionnant effort de recherche est en cours, tant de la part des universités que des institutions qui conduisent ces politiques. La Banque tenait à y apporter une contribution de haut niveau.

Depuis avril 2011, lorsque la Commission bancaire, financière et des assurances a été transformée en Autorité des services et marchés financiers, la Banque a repris toute son activité de contrôle prudentiel sur les institutions financières. La construction de l'union bancaire a eu pour conséquence de faire passer au niveau de la Banque centrale européenne la supervision de toutes les banques importantes de la zone euro. Le public sait moins que ces grands groupes sont supervisés par des équipes de supervision conjointes qui comptent un grand nombre de superviseurs issus des autorités nationales de surveillance, dont la Banque. Celle-ci est en outre chargée directement des établissements dits « moins importants », selon des normes arrêtées au niveau de la zone euro.

En conséquence, depuis 2011, la part des membres du personnel qui sont directement affectés aux activités prudentielles au sens large a largement augmenté dans l'effectif global de la Banque.

Le contrôle prudentiel contribue notamment à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Conformément aux recommandations en la matière du Groupe d'action financière, ou GAFI, cette compétence a été confiée à une entité distincte au sein de la Banque. Tous les établissements financiers ont ainsi été soumis à une opération de contrôle afin de s'assurer qu'ils respectaient leurs obligations en matière de gel des avoirs des terroristes et de

leurs organisations. La même équipe a aussi été directement impliquée dans l'analyse des révélations des *Panama Papers* et dans les contrôles qui s'en sont suivis.

La Banque a également été entendue par la commission d'enquête chargée par la Chambre des représentants de l'examen des causes de la faillite d'Optima Banque et de l'éventuel conflit d'intérêts entre celle-ci et les pouvoirs publics. La Banque a mis l'intégralité de son dossier administratif à disposition de la commission d'enquête. En raison du secret professionnel auquel la Banque est tenue, et en vue de garantir la confidentialité des informations prudentielles, cette consultation a été rendue possible exclusivement dans une *data room* sécurisée. Les membres de la commission ont également pu y consulter un document circonstancié sur la manière dont la Banque avait exercé son contrôle sur Optima Banque, lequel précisait la ligne du temps du dossier et expliquait les nombreuses actions prudentielles entreprises par la Banque depuis la reprise du contrôle prudentiel, en avril 2011.

L'une des évolutions marquantes dans le secteur financier au cours des dernières années a consisté en l'émergence des nouvelles technologies dans le domaine des paiements. Qu'il s'agisse d'innovations introduites par de grands acteurs de l'industrie ou de start-ups qui viennent occuper de nouvelles niches, les technologies financières – ou FinTech – font l'objet de la plus grande attention de la part de la Banque. Elle a mis sur pied un groupe de travail interne chargé entre autres d'examiner l'impact de ces technologies sur les risques prudentiels. Elle prend une part active dans les groupes de travail internationaux qui inventorient les innovations digitales et examinent leurs risques, et travaille avec le législateur à différentes initiatives pour faire mieux correspondre son approche au changement d'environnement. La Banque a d'ailleurs inauguré un point de contact central pour les initiatives en matière de FinTech. Celui-ci suit ces innovations en dialoguant activement avec les acteurs de marché, et peut répondre aux questions en matière de réglementation, de surveillance et d'autorisations. La réponse des superviseurs au développement des FinTech se doit d'être coordonnée et d'ampleur européenne. C'est pourquoi la Banque collabore au développement d'une réglementation adaptée au sein de différentes institutions internationales.

L'année 2016 a également vu l'entrée en vigueur du nouveau régime de résolution, qui, à l'avenir, devrait permettre aux autorités de résoudre une crise affectant un établissement de crédit tout en évitant un coût direct pour les finances publiques et en maîtrisant dans le même temps les perturbations pour le système. Un Conseil de résolution unique, mis en place au niveau européen, a pour mission d'élaborer les plans de résolution pour les établissements de crédit importants, transfrontaliers, ainsi que pour ceux qui sont soumis à la surveillance directe de la BCE ; pour les autres établissements, cette responsabilité échoit aux autorités nationales. Afin de pourvoir au financement d'éventuelles résolutions bancaires, un Fonds de résolution unique a été instauré au niveau européen pour les établissements de crédit importants ; un fonds de résolution national est également prévu dans chaque État membre pour tous les établissements non assujettis au Fonds de résolution unique. Le fonds de résolution belge a été institué durant l'année sous revue.

Outre son obligation d'assurer la continuité de ses propres activités, la Banque doit également assurer celle des activités les plus critiques du secteur financier. La Banque exerce d'ailleurs le rôle d'autorité sectorielle et de service d'inspection des plans de sécurité en matière de gestion de crise opérationnelle dans le secteur financier. Au mois de mars, les attentats de Bruxelles ont malheureusement démontré l'importance d'être préparé à une crise opérationnelle affectant l'ensemble du secteur financier.

Depuis le mois de septembre dernier, la Banque a participé au groupe de travail présidé par le Center for Cyber Security Belgium chargé de transposer la directive européenne qui vise à augmenter la résilience informatique en Europe. Cette préoccupation a largement infléchi le programme du département informatique de la Banque. Son plan d'urgence pour l'amélioration de la sécurité informatique de la Banque représente un doublement des investissements en la matière. Les capacités humaines ont été renforcées en conséquence.

La cybersécurité est d'ailleurs un domaine dans lequel la Banque est particulièrement vigilante et active. Dans ce contexte, la Banque participe au Financial Sector Cyber Council, que le ministre des Finances Van Overtveldt a récemment mis sur pied. Ce conseil vise notamment à améliorer l'échange d'informations en lien avec la cyber réalité et à renforcer encore la cybersécurité du secteur financier belge. Dans le cadre du contrôle prudentiel et de l'oversight des infrastructures de marchés financiers, la Banque consacre par ailleurs depuis de nombreuses années une grande attention et d'importants moyens à la supervision des mesures prises par les infrastructures et les établissements financiers dans le domaine de la cybersécurité. Il s'agit d'une priorité absolue pour la Banque, étant donné que les cybermenaces augmentent continuellement, comme l'a encore montré l'attaque à grande échelle d'un ransomware perpétrée ces derniers jours. Me référant aux contacts que nous avons eus récemment avec les infrastructures et les établissements financiers critiques dans le cadre de notre surveillance ainsi qu'à notre propre contrôle interne, je peux toutefois vous rassurer et vous confirmer qu'aucun établissement financier ni aucune infrastructure financière critique en Belgique n'a été touchée par cette récente attaque.

Dans le domaine international, depuis les origines du Fonds monétaire international, la Banque nationale finance la contribution de la Belgique à cette institution ; elle participe à la préparation des prises de position de l'administrateur de notre groupe électif. En 2012, la réforme de la gouvernance du FMI a abouti à la création, par les Pays-Bas et la Belgique, d'une nouvelle constituante, dont ces deux pays assumeraient alternativement le poste d'administrateur. C'est le Belge Anthony De Lannoy qui a été désigné pour occuper cette fonction à dater du mois de novembre 2016. Dans ce contexte, la Banque a décidé fin 2015 de renforcer sa visibilité et celle de la Belgique au sein de la constituante. Cette inflexion passe notamment par un regain d'ambition en matière de coopération technique avec les banques centrales de notre constituante.

Par ailleurs, pour suivre les effets de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, une task force « Brexit » a été constituée au sein de la Banque en février 2016. Celle-ci rapporte trimestriellement au Comité de direction sur l'évolution du dossier et sur l'incidence du Brexit sur l'économie belge en général, et le secteur financier en particulier.

Pour le grand public, la Banque nationale est avant tout une banque d'émission. Suite à la décision de fermer l'imprimerie de la Banque en 2020, l'année 2016 a été mise à profit pour inventorier les possibilités d'approvisionnement par la suite. En attendant, les investissements nécessaires ont été consentis pour rester à niveau en matière de sécurité, d'efficacité et d'environnement dans l'impression de billets de banque ; les collaborateurs concernés ont reçu les formations nécessaires. La Banque a également commencé à mettre en place pour eux des plans personnels de développement qui leur permettront d'exercer d'autres métiers au sein de la Banque après 2020. Le 25 novembre 2015, le nouveau billet de 20 euros a été mis en circulation. Il s'agit de la troisième coupure de la nouvelle série de billets en euros ; qui a été suivie, au début du mois dernier, par le nouveau billet de 50 euros.

Le 4 mai 2016, le Conseil des gouverneurs a décidé d'arrêter définitivement la production du billet de 500 euros, jugeant que celui-ci pourrait faciliter le financement d'activités illicites. Il sera mis un terme à l'émission de cette dénomination fin 2018, avec l'introduction prévue des nouveaux billets de 100 et de 200 euros de la série « Europe ».

Suite à la baisse continue de l'activité liée aux billets dans les sièges de province, ceux de Mons et de Hasselt ont fermé respectivement fin juin et fin décembre. Les deux dernières agences – celles de Courtrai et de Liège – fermeront quant à elles leurs portes à la fin de l'année 2018. Tous les membres du personnel concernés bénéficient d'un accompagnement individuel pour se réinsérer à l'administration centrale de la Banque.

L'agence de Mons, fermée en juin, a été vendue aussitôt après une période de publicité. Au siège central, la Banque souhaite regrouper un maximum d'activités dans le bâtiment BNB1, ce qui explique le plan de rénovation dont celui-ci fait l'objet depuis plusieurs années. Dans sa stratégie

immobilière, la Banque continue ainsi d'être guidée par un souci de rationalisation et de consolidation.

C'est dans ce cadre que s'inscrit aussi la revalorisation du bâtiment de la Banque, situé rue du Bois sauvage. Sans toucher aux parties historiques, certaines zones inactives des étages supérieurs sont progressivement réhabilitées dans le but d'y installer entre 55 et 60 postes de travail.

Pour faire face d'une manière ordonnée et efficace aux changements multiples qui affectent l'environnement de la Banque, celle-ci a mis en chantier en 2014 un plan stratégique courant jusqu'en 2020. La Banque vise à atteindre dans quelques années un effectif de 1 700 équivalents temps plein. L'évolution de ses tâches, notamment les exigences nouvelles en matière de surveillance prudentielle, exigent également de continuer à attirer de jeunes recrues et de renforcer certaines équipes.

Je vous propose de passer maintenant à la présentation détaillée des comptes annuels, qui permettra déjà de répondre à un certain nombre de questions que nous avons reçues. Les autres seront abordées dans le cadre de la séance de questions et réponses qui suivra. Je remercie les actionnaires qui nous ont fait parvenir leurs questions à l'avance et par écrit, facilitant ainsi la préparation et le bon déroulement de cette assemblée.

Je vous remercie de votre attention et passe à présent la parole au directeur Tom Dechaene.

Gewone algemene vergadering van aandeelhouders van 15 mei 2017

INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE GOUVERNEUR

Dames en heren,

Namens het gehele Directiecomité, heet ik u hartelijk welkom op deze gewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank van België.

Zoals gebruikelijk, ben ik zo vrij bij het begin van deze Algemene vergadering snel even in te gaan op de belangrijkste activiteiten, beslissingen en gebeurtenissen die het jaar 2016 kenmerkten voor de Nationale Bank van België. U vindt het allemaal gedetailleerd terug in het eerste hoofdstuk van ons ondernemingsverslag.

Zoals u weet, dient de Bank monetaire en financiële stabiliteit na te streven.

Sinds het uitbreken van de financiële crisis in 2008, werden de klassieke monetaire beleidsinstrumenten aangevuld met niet-conventionele maatregelen. Gelet op het aarzelend karakter van het economisch herstel in het eurogebied, het nog steeds grote vraagtekort en inzonderheid de te lage inflatie, werd de monetairbeleidsaccommodatie in het eurogebied in 2016 verder opgevoerd, zoals uitvoerig wordt toegelicht in ons verslag over de economische en financiële ontwikkelingen. Inzake monetair beleid, nemen de nationale centrale banken van het eurogebied zowel deel aan de voorbereiding als aan de tenuitvoerlegging van de beslissingen van de Raad van Bestuur van de ECB. Beide vergen een grondige kennis van de economie en van de financiële sector van het land. De graad van techniciteit van die taken is in de loop van de tijd blijven toenemen. Daarom is het ook absoluut noodzakelijk te beschikken over kwaliteitsvolle en volkomen bijgewerkte basisgegevens, alsook over een excellente kennis van de economie.

In die context belegde de Bank in oktober 2016 een internationaal colloquium over de transmissiemechanismen van de traditionele en nieuwe monetaire en macroprudentiële beleidsinstrumenten. De banken zijn sleutelspelers voor de transmissie van de monetaire versoepeling naar de economie. Een gezonde en degelijk gekapitaliseerde financiële sector is dus het best in staat de overvloedige liquiditeitsvoorziening en het uitermate lage peil van de financieringskosten om te zetten in een verruiming van het kredietaanbod. Het monetair en het macroprudentieel beleid werken dus direct op elkaar in. Een indrukwekkende onderzoeksinspanning is aan de gang, zowel in de universiteiten als in de instellingen die dat beleid voeren. De Bank wenste in dat opzicht een hoogstaande bijdrage te leveren.

Sinds april 2011, toen de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen omgevormd werd tot de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, heeft de Bank alle activiteiten inzake prudentieel toezicht op de financiële instellingen overgenomen. Het opzetten van de Bankenunie heeft tot gevolg gehad dat het toezicht op alle belangrijke banken van het eurogebied overgegaan is op de Europese Centrale Bank. Het publiek is er minder goed mee vertrouwd dat het toezicht op die grote groepen verricht wordt door gezamenlijke toezichthoudende teams. Ze tellen een groot aantal vertegenwoordigers van de nationale toezichthoudende autoriteiten, waaronder de NBB. De Bank is bovendien direct belast met het toezicht op de zogeheten 'minder belangrijke' instellingen, volgens op het niveau van het eurogebied bepaalde normen.

Sinds 2011 is het aandeel van de personeelsleden die rechtstreeks betrokken zijn bij de prudentiële activiteiten in de ruime zin in het totale personeelsbestand van de Bank, derhalve aanzienlijk toegenomen.

Het prudentieel toezicht draagt onder meer bij aan de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme. Conform de aanbevelingen ter zake van de Financiële Actiegroep, of FAG, werd die bevoegdheid in de Bank in een specifieke entiteit ondergebracht. In alle financiële instellingen werd aldus toezicht uitgeoefend om na te gaan of ze hun verplichtingen inzake het

bevrozen van de tegoeden van terroristen en hun organisaties nakwamen. Hetzelfde team werd ook direct betrokken bij de analyse van de onthullingen i.v.m. de Panama Papers en bij de controles die daarop volgden.

De Bank werd eveneens gehoord in de onderzoekscommissie die door de Kamer van Volksvertegenwoordigers belast werd met het onderzoek naar de oorzaken van het faillissement van Optima Bank en de eventuele belangenvermenging tussen die bank en de overheid. De Bank heeft haar administratief dossier volledig ter beschikking gesteld van de onderzoekscommissie. Gezien het beroepsgeheim waaraan de Bank gebonden is, en teneinde de vertrouwelijkheid van de prudentiële informatie in acht te nemen, werd die consultatie enkel toegestaan in een beveiligde dataroom. De leden van de commissie hebben er eveneens een omstandig document kunnen inkijken over de wijze waarop de Bank haar toezicht op Optima Bank had uitgeoefend. Daarin werd de tijdslijn van het dossier gepreciseerd en werden de talrijke door de Bank sinds de overname van het prudentieel toezicht in april 2011 ondernomen stappen toegelicht.

Een van de markante ontwikkelingen die zich de laatste jaren heeft afgetekend, is de opkomst van nieuwe technologieën op het gebied van de betalingen. Ongeacht of het door grote actoren uit de industrie ingevoerde innovaties betreft dan wel startups die nieuwe niches innemen, de financiële technologieën – of Fintech – krijgen van de Bank de grootst mogelijke aandacht. Ze heeft een interne werkgroep opgezet die onder meer ermee belast is de impact van die technologieën op de prudentiële risico's ervan te onderzoeken. Ze neemt actief deel aan de internationale werkgroepen die de digitale innovaties in kaart brengen en de risico's ervan onderzoeken. Tevens werkt de Bank met de wetgever samen inzake diverse initiatieven om zijn aanpak beter af te stemmen op de gewijzigde omgeving. De Bank heeft trouwens een centraal contactpunt voor Fintech-initiatieven in gebruik genomen. Dat contactpunt volgt die innovaties via actieve contacten met de marktspelers en kan een antwoord geven op de vragen inzake regelgeving, toezicht en vergunningen. De reactie van de toezichthouders op de ontwikkelingen op het gebied van FinTech moet gecoördineerd zijn en een Europese dimensie hebben. Daarom werkt de Bank in diverse internationale instellingen mee aan de ontwikkeling van een aangepaste regelgeving.

In de loop van het jaar 2016, werd eveneens de nieuwe afwikkelingsregeling van kracht, die in de toekomst de autoriteiten in staat moet stellen een crisis met betrekking tot een kredietinstelling op te lossen zonder directe kosten voor de overheidsfinanciën en tegelijkertijd verstoringen van het systeem te beheersen. Een op Europees niveau ingestelde Gemeenschappelijke Afwikkelingsraad is ermee belast de afwikkelingsplannen uit te werken voor belangrijke, grensoverschrijdende kredietinstellingen, alsook voor degene die onderworpen zijn aan het rechtstreeks toezicht van de ECB; voor de andere instellingen behoort die verantwoordelijkheid tot de nationale autoriteiten. Teneinde te voorzien in de financiering van eventuele afwikkelingen van banken, werd voor de belangrijke kredietinstellingen op Europees niveau een Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds opgezet; voor alle instellingen die niet onderworpen zijn aan het Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds wordt in elke lidstaat eveneens een nationaal afwikkelingsfonds voorzien. Het Belgische afwikkelingsfonds werd opgericht tijdens het voorbije jaar.

Naast haar verplichting om in te staan voor de continuïteit van haar eigen activiteiten, moet de Bank ook zorgen voor het ononderbroken doorgaan van de meest kritieke activiteiten van de financiële sector. De Bank vervult trouwens de rol van sectorale autoriteit en inspectiedienst voor de veiligheidsplannen inzake management van operationele crises in de financiële sector. In de maand maart is bij de aanslagen in Brussel gebleken dat het belangrijk is om voorbereid te zijn op een operationele crisis met een impact voor de gehele financiële sector.

Sinds de maand september van vorig jaar, neemt de Bank deel aan de door het Center for Cyber Security Belgium voorgezeten werkgroep betreffende het omzetten van de Europese richtlijn waarmee beoogd wordt het IT-weerstandsvermogen in Europa te verhogen. Cyberveiligheid heeft het programma van het IT Department van de Bank in hoge mate omgebogen. Het urgentieplan voor de verbetering van de computerbeveiliging van de Bank tekent voor een verdubbeling van de investeringen ter zake. Het menselijk kapitaal werd dienovereenkomstig versterkt.

Cyber security is trouwens een domein waarin de Bank bijzonder waakzaam en actief is. In deze context neemt de Bank deel aan de Financial Sector Cyber Council die recent werd opgericht door De Minister van Financiën Van Overtveldt. Deze Council heeft onder andere tot doel de uitwisseling van cyber-gerelateerde informatie te verbeteren en de cyberveiligheid van de Belgische financiële sector verder te versterken. Het prudentieel toezicht en het "oversight" op financiële marktinfrastructuren van de Bank besteden bovendien al jaren heel wat aandacht en middelen aan het toezicht op de cyberbeveiligingsmaatregelen van de financiële instellingen en infrastructuren. Dit is een topprioriteit van de Bank omdat de cyberbedreigingen alsmaar blijven toenemen, zoals nog maar eens is gebleken tijdens de voorbije dagen met de grootschalige Ransomware-aanval. Op basis van onze recente toezichtcontacten met de kritieke financiële instellingen en infrastructuren en op basis van ons eigen intern toezicht, kan ik u echter geruststellen en u zeggen dat momenteel geen enkele Belgische kritieke financiële instelling of infrastructuur getroffen is door deze recente aanval.

Op internationaal gebied financiert de Nationale Bank sinds het ontstaan van het IMF de bijdrage van België aan die instelling; ze neemt deel aan de voorbereiding van de standpunten van de bewindvoerder van onze kiesgroep. In 2012 leidde de hervorming van het IMF-bestuur tot het creëren, door Nederland en België, van een nieuwe kiesgroep, waarvan die twee landen bij toerbeurt de bewindvoerder leveren. De Belg Anthony De Lannoy werd aangewezen om vanaf de maand november 2016 die functie op te nemen. In die context besloot de Bank eind 2015 haar zichtbaarheid en die van België in de kiesgroep te versterken. Die beleidskeuze vergt met name een hernieuwd streven naar technische samenwerking met de centrale banken van onze kiesgroep.

Met het oog op de follow-up van de gevolgen van de beslissing van het Verenigd Koninkrijk om de Europese Unie te verlaten, werd voorts in februari 2016 in de Bank een taskforce 'Brexit' opgezet. Die taskforce brengt driemaandelijks aan het Directiecomité verslag uit over het verloop van het dossier en de impact van Brexit op de Belgische economie in het algemeen en op de financiële sector in het bijzonder.

Voor het grote publiek is de Bank in de eerste plaats een emissiebank. Als gevolg van de beslissing om de drukkerij van de Bank in 2020 te sluiten, werden in 2016 de daaropvolgende bevoorradingsmogelijkheden in kaart gebracht. In afwachting werden de nodige investeringen verricht om de beveiliging, de efficiëntie en de milieueisen bij het drukken van bankbiljetten op peil te houden; de betrokken medewerkers kregen de nodige opleidingen. De Bank heeft eveneens een aanvang gemaakt met het uitwerken van persoonlijke ontwikkelingsplannen voor die personeelsleden, die hen in staat zullen stellen na 2020 andere functies in de Bank op te nemen. Op 25 november 2015 werd het nieuwe biljet van €20 in omloop gebracht; het is de derde coupure van de nieuwe serie eurobankbiljetten; begin vorige maand volgde het nieuwe biljet van €50.

Op 4 mei 2016 besloot de Raad van Bestuur van de Europese Centrale Bank om definitief te stoppen met de productie van het biljet van €500. Er werd geoordeeld dat dit bankbiljet de financiering van illegale activiteiten in de hand kon werken. In 2018 zal de emissie van die denominatie worden stopgezet, bij de geplande invoering van de nieuwe bankbiljetten van €100 en €200 van de Europa-serie.

Ingevolge de gestage daling van de aan de bankbiljetten gerelateerde activiteit in de vestigingen in de provincie, werden de vestigingen van Bergen en Hasselt respectievelijk eind juni en eind december gesloten. De laatste twee agentschappen – die van Kortrijk en Luik – zullen eind 2018 dichtgaan. Alle betrokken personeelsleden krijgen een individuele begeleiding om zich in te schakelen in het hoofdbestuur van de Bank.

Het in juni gesloten agentschap van Bergen werd na een periode van bekendmaking meteen verkocht. In het hoofdbestuur wenst de Bank een maximum aan activiteiten onder te brengen in NBB1, wat het renovatieplan dat daar al verscheidene jaren aan de gang is, verklaart. Bij haar

vastgoedstrategie laat de Bank zich overigens verder leiden door een streven naar rationalisering en consolidatie.

In dat kader past eveneens de herwaardering van het gebouw van de Bank in de Wildewoudstraat. Zonder aan de historische gedeelten te raken, worden sommige niet gebruikte gedeelten van de bovenverdiepingen gerenoveerd teneinde er tussen 55 en 60 personeelsleden te kunnen onderbrengen.

Om op geordende en efficiënte wijze te kunnen inspelen op de talrijke veranderingen die de omgeving van de Bank beïnvloeden, werd in 2014 een strategisch plan opgezet dat loopt tot 2020. De Bank mikt binnen enkele jaren op een personeelsbestand van 1 700 VTE. Het verloop van haar taken, met name de nieuwe eisen inzake prudentieel toezicht, maken het eveneens noodzakelijk jonge krachten aan te trekken en sommige teams te versterken.

Ik stel voor dat we thans voortgaan met de gedetailleerde toelichting van de jaarrekening, waarbij al een antwoord zal kunnen worden gegeven op een aantal vragen die we hebben ontvangen. Andere vragen zullen aan de orde komen in de vragenronde. Ik dank de aandeelhouders die ons vooraf hun vragen schriftelijk hebben bezorgd, waardoor de voorbereiding en het vlot verloop van deze vergadering in de hand werden gewerkt.

Ik dank u voor uw aandacht en geef thans het woord aan directeur Tom Dechaene.